



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 22.1.2024
C(2024) 487 final

Mme Hadja Lahbib
Ministre des affaires étrangères,
des affaires européennes,
du commerce extérieur, et des institutions
culturelles fédérales
15 rue des Petits Carmes

BE - 1000 Bruxelles

Objet: Notification 2023/603/BE

Projet de décret relatif au bien-être des animaux

**Émission d'observations en application de l'article 5, paragraphe 2,
de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Madame,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités belges ont notifié à la Commission, le 23 octobre 2023, un projet intitulé **«Projet de décret relatif au bien-être des animaux»**, sous la référence 2023/603/BE (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié vise notamment à:

- garantir un cadre réglementaire cohérent et complet en Flandre pour tous les segments de la politique flamande en matière de bien-être animal, des animaux d'élevage aux animaux de compagnie, en passant par les animaux de laboratoire, les animaux de zoo et les animaux exotiques;
- mettre en place des mesures proportionnées pour améliorer la protection du bien-être des animaux ciblés en raison de leur capacité à souffrir et à ressentir;
- remplacer et compléter la loi (loi-cadre) fédérale de 1986.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

¹ Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

Détention d'animaux

L'article 8, paragraphe 1, du projet notifié prévoit que l'interdiction de détenir des animaux ne figurant pas sur la liste élaborée par le gouvernement flamand est «*sans préjudice des règles relatives à la protection des espèces menacées et de la législation relative aux espèces exotiques envahissantes*». Le paragraphe 2 du même article introduit une dérogation à l'interdiction de détenir des animaux qui n'appartiennent pas aux espèces ou catégories figurant sur une liste établie par le gouvernement flamand pour une liste exhaustive d'acteurs.

De même, l'article 9, paragraphe 1, prévoit que l'interdiction de détenir des animaux capturés à l'état sauvage est «*sans préjudice de l'application des règles relatives à la conservation de la nature et à l'agriculture visées à l'article 6, paragraphe 1, points III et V de la loi spéciale du 8 août 1980 relative à la réforme des institutions*» et prévoit, au paragraphe 2 dudit article, une dérogation à l'interdiction de détenir des animaux capturés à l'état sauvage pour une liste exhaustive d'actes et d'installations dans le domaine du bien-être animal.

La Commission note que la liste des acteurs pouvant bénéficier des exemptions est exhaustive. En outre, les listes ne semblent pas inclure d'entités autres que les zoos, dont l'objectif est de conserver des animaux à des fins de conservation et de réintroduction dans leurs habitats naturels. Les directives européennes «oiseaux»² et «habitats»³ sont mentionnées aux articles 8 et 9 du projet notifié.

La Commission note qu'en vertu de ces règles du droit de l'Union, tout en interdisant la capture dans la nature et la détention des espèces protégées en vertu des directives «oiseaux» et «habitats», ces deux textes prévoient des dérogations à des fins de conservation (article 16, points a) et d), de la directive «habitats», article 9, point a), quatrième tiret, et point b) de la directive «oiseaux». En outre, l'article 22, point a), de la directive «habitats» est libellé comme suit: «*Les États membres étudient l'opportunité de réintroduire des espèces de l'annexe IV, indigènes à leur territoire, lorsque cette mesure est susceptible de contribuer à leur conservation, à condition qu'il soit établi par une enquête, tenant également compte des expériences des autres États membres ou d'autres parties concernées, qu'une telle réintroduction contribue de manière efficace à rétablir ces espèces dans un état de conservation favorable et n'ait lieu qu'après consultation appropriée du public concerné*». La Commission rappelle aux autorités belges que l'objectif de conservation des espèces est primordial dans l'esprit des directives «oiseaux» et «habitats», et rappelle en outre que, dans la pratique, dans certaines circonstances, la reproduction ex situ dans des installations spécialisées autres que les zoos a pu être nécessaire (par exemple, pour le hamster européen, le lynx ibérique, le bison européen, différentes espèces d'oiseaux), suivie d'une réintroduction. Par conséquent, l'exclusion de telles entités serait contraire à l'esprit des directives.

Les autorités belges sont donc invitées à clarifier l'article 8, paragraphe 2, et l'article 9, paragraphe 2, afin d'inclure les installations de sélection en captivité gérées

² Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, JO L 20 du 26.1.2010, p. 4, article 9, paragraphe 1, point a), quatrième tiret, et article 9, paragraphe 1), point b).

³ Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, JO L 206 du 22.7.1992, p. 7, article 16, paragraphe 1, point a), article 16, paragraphe 1, point d), p. 9, article 22, point a).

scientifiquement pour la reproduction, la conservation et la réintroduction d'espèces protégées autres que les zoos, dans le champ d'application de la dérogation pour la détention d'animaux.

Exploitation des établissements

L'article 17, paragraphe 1, du projet notifié exige *«L'exploitation de centres d'élevage de chiens, de centres d'élevage de chats, de refuges pour animaux, de pensions pour animaux de compagnie, d'entreprises d'élevage d'animaux de compagnie et de zoos est soumise à l'agrément préalable du gouvernement flamand»*.

La Commission note que les conditions d'agrément des établissements visés à l'article 17, paragraphe 2, du projet notifié sont comparables aux conditions d'obtention d'une licence au titre de l'article 4, paragraphe 1, de la directive sur les zoos⁴, qui exige des États membres qu'ils *«adoptent des mesures concernant l'octroi des licences et l'inspection des jardins zoologiques existants et nouveaux en vue de garantir le respect des exigences de l'article 3.»*

La Commission note que les dispositions relatives au bien-être des animaux figurant à l'article 17, paragraphe 2, du projet notifié répondent à l'une des conditions de l'article 3 de la directive sur les zoos, à savoir l'obligation de *«[détenir] des animaux dans des conditions visant à satisfaire les besoins biologiques et de conservation des différentes espèces»*. Cependant, les zoos doivent mettre en œuvre quatre mesures de conservation supplémentaires afin d'obtenir une licence. L'article 3 de la directive sur les zoos prévoit des mesures de conservation supplémentaires que les autorités chargées des licences et des inspections doivent vérifier qu'elles sont mises en œuvre, telles que l'éducation et la sensibilisation, la tenue de registres à jour, la prévention de l'évasion des espèces exotiques envahissantes, la formation sur les questions de conservation, la recherche, l'échange d'informations sur les questions de biodiversité ou la reproduction et la réintroduction en captivité, le cas échéant. En outre, la Commission rappelle aux autorités belges que l'article 4, paragraphe 1, de la directive sur les zoos exige des États membres qu'ils *«adoptent des mesures concernant l'octroi des licences et l'inspection des jardins zoologiques existants et nouveaux en vue de garantir le respect des exigences de l'article 3.»* En outre, l'article 4, paragraphes 3 et 4, précise que *«Chaque licence doit contenir les conditions à remplir pour respecter les exigences de l'article 3. Le respect de ces conditions sera vérifié notamment au moyen d'inspections régulières et des mesures appropriées seront prises pour assurer cette conformité. Avant d'accorder, de refuser ou de proroger une licence ou de la modifier sensiblement, les autorités compétentes des États membres procèdent à une inspection afin de déterminer si les conditions d'octroi des licences ou les conditions proposées pour l'octroi des licences sont remplies.»*

La Commission note que le projet notifié n'est pas clair quant à la question de savoir si la licence visée à l'article 17 du projet notifié est identique à une licence zoologique, auquel cas toutes les conditions de l'article 3 de la directive sur les zoos devraient être remplies, y compris la désignation d'une autorité compétente qui serait chargée de veiller au respect des exigences supplémentaires en matière de conservation énoncées à l'article 3 de la directive sur les zoos (en plus du bien-être des animaux).

⁴ Directive 1999/22/CE du Conseil du 29 mars 1999 relative à la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique, JO L 94 du 9.4.1999, p. 1-2, articles 3 à 4.

La Commission invite les autorités belges à aligner l'article 17, paragraphe 2, du projet notifié sur l'article 3 de la directive sur les zoos, à préciser quelles sont les autorités chargées de vérifier le respect de toutes les exigences de conservation applicables et à contrôler le respect de ces conditions au moyen d'inspections régulières ou d'autres mesures appropriées pour garantir cette conformité afin de déterminer si la licence doit être accordée⁵.

Libération de cétacés

L'article 21 du projet notifié prévoit une interdiction générale de détenir des cétacés en captivité, tandis que les points 1 et 2 de cet article prévoient les dérogations applicables, à savoir:

«Par dérogation au premier alinéa, les cétacés peuvent être détenus en captivité:

1° temporairement, par des refuges spécialisés pour les cétacés blessés et malades dans leur milieu naturel en vue de leur réhabilitation et de leur libération dans la nature;

2° par l'exploitant actuel du seul delphinarium existant, à condition que les animaux soient détenus là où le delphinarium est situé lors de l'entrée en vigueur du présent article. Il n'est autorisé à poursuivre son activité sur le site existant que si cela respecte les conditions supplémentaires que le gouvernement flamand détermine au plus tard le 1^{er} juillet 2024. La relocalisation en Flandre n'est pas autorisée. Il y a aussi une interdiction d'élevage et d'importation, à moins que le nombre d'individus n'ait été réduit à six.

La dérogation visée à l'article 2, paragraphe 2, s'applique jusqu'à ce que, sur avis du Conseil flamand pour le bien-être animal, le gouvernement flamand détermine qu'un logement alternatif est possible pour les animaux concernés, garantissant une amélioration significative du bien-être des animaux. Cet avis fait suite à une évaluation de la dérogation décennale. La première évaluation a lieu à la fin de la période de dix ans à compter du 1^{er} janvier 2027.»

La Commission note que la dérogation prévue à l'article 21, premier alinéa, est ambiguë quant à la question de savoir si et comment elle s'appliquerait à un cétacé réhabilité qui ne pourrait plus être relâché. Les autorités belges sont donc invitées à réexaminer la formulation de l'article 21, premier alinéa, afin de clarifier cet aspect.

La Commission souhaite attirer à nouveau l'attention des autorités belges sur l'article 3, paragraphe 3, de la directive sur les zoos, qui impose aux États membres de «garantir que tous les jardins zoologiques mettent en œuvre les mesures de conservation suivantes: la détention des animaux dans des conditions visant à satisfaire les besoins biologiques et de conservation des différentes espèces, en prévoyant, notamment, un enrichissement des enclos en fonction de chaque espèce et le maintien de conditions d'élevage de haut niveau, assorti d'un programme étendu de soins vétérinaires prophylactiques et curatifs et de nutrition.»

La Commission tient à souligner qu'il incombe aux autorités belges de contrôler la conformité du seul delphinarium belge aux conditions susmentionnées et que, si l'exploitant actuel ne respecte pas ces dispositions en matière de bien-être, il leur

⁵ Ibidem, p. 2, article 4, paragraphe 4.

incombe également de fermer le zoo ou une partie de celui-ci⁶ et de réinstaller les animaux en veillant à ce qu'ils soient «*traités ou déplacés dans des conditions que les États membres jugent appropriées et compatibles avec les objectifs et les dispositions de la présente directive*»⁷.

Par souci de clarté juridique, la Commission invite les autorités belges à inclure à l'article 21, paragraphe 2, du projet notifié des dispositions plus claires garantissant le respect des conditions susmentionnées.

Les autorités belges sont invitées à tenir compte de ces observations.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Pour la Commission

Kerstin Jorna
Directrice générale

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME

⁶ Ibidem, p. 2, article 4, paragraphe 5.

⁷ Ibidem, p. 2, article 6.